

Délibération du bureau n° 2018/21 - Compétence AODE Gaz - Changement de gaz (GAZ B / GAZ H) - avis sur la concertation CRE

Une partie de la région des Hauts-de-France est actuellement alimentée par du gaz naturel à bas pouvoir calorifique (ci-après « gaz B »), issu principalement du gisement de Groningue aux Pays-Bas. La déplétion progressive du gisement ne permet pas d'envisager la prolongation du contrat d'approvisionnement entre les Pays-Bas et la France au-delà de son terme actuel en 2029. Afin d'assurer la continuité d'approvisionnement des 1,3 million de consommateurs de cette région, qui représentent environ 10 % de la consommation française de gaz, il est nécessaire de convertir le réseau de gaz naturel pour lui permettre d'accepter du gaz à haut pouvoir calorifique (ci-après « gaz H ») qui alimente le reste du territoire français. En outre, les tremblements de terre dans la région de production pourraient conduire le gouvernement néerlandais à réduire encore plus rapidement la production de gaz B et nécessiter une accélération du calendrier de conversion.

Le projet de conversion de la zone Nord de la France de gaz B en gaz H concerne cinq gestionnaires d'infrastructures :

- * GRTgaz, le gestionnaire de réseaux de transport de gaz naturel sur cette zone ;
- * trois GRD de gaz naturel : GRDF, la SICAE de la Somme et du Cambrasis et Gazélec de Péronne ;
- * Storengy, l'opérateur du site de stockage souterrain de Gournay sur Aronde.

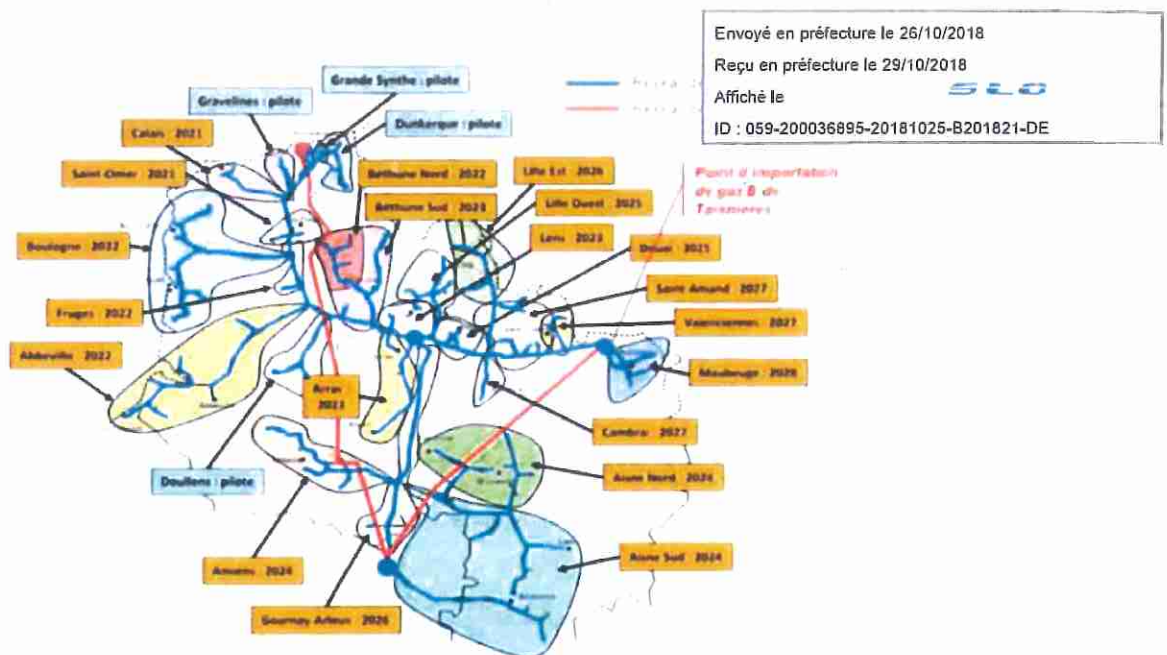
Le projet de plan de conversion soumis en septembre 2016 par ces opérateurs repose sur un découpage des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel en vingt-quatre secteurs géographiques. Le changement de gaz sera réalisé indépendamment et successivement pour chaque secteur, permettant ainsi une conversion progressive de l'ensemble de la zone jusqu'en 2029 au plus tard.

Le projet est constitué d'une phase pilote entre les années 2016 et 2020, suivie d'une phase de déploiement industriel à partir de 2021 et jusqu'en 2029.

Le processus de conversion s'effectuera de la même manière sur chaque secteur avec, au préalable, une alimentation du secteur en gaz de type B+8, puis une adaptation des appareils des consommateurs finals pour les rendre compatibles avec le gaz H avant et/ou peu de temps après l'alimentation du secteur en gaz H.

La phase opérationnelle du pilote du projet a débuté à l'été 2018 et couvrira quatre secteurs (Doullens, Gravelines, Grande-Synthe, Dunkerque).

En ce qui concerne le territoire du SIECF, les communes de Bergues, Bierne, Herzeele, Hondschoote, Hoymille, Killem, Quaedyne, Rexpoede, Socx, Steene, Uxem, Warhem, Wormhout se situent dans le secteur Dunkerque et sont donc concernées par la phase pilote.



Sequencement des zones à convertir en France pendant le projet de conversion.
 (Source : Rapport - Projet TULIPE - Etude technico-économique - de E-CUBE, février 2018)

Une première phase de l'expérimentation est actuellement en cours sur la zone pilote de Doullens. Dans ce cadre on constate que 1 à 3% des appareils gaz présents sur la zone ne sont pas adaptables.

A ce jour, GRDF ne dispose pas d'éléments législatifs ou réglementaires permettant de financer le remplacement de ces appareils.

Dans ce cadre la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) a lancé une consultation du 11/10/2018 au 02/11/2018 sur les modalités de compensation des consommateurs faisant appel à leur prestataire habituel pour adapter leurs installations intérieures dans le cadre de l'opération de conversion du réseau vers le gaz B. Cette consultation repose sur deux questions (voir note de la CRE).

Aussi, le Président propose au Bureau de valider les éléments suivants :

Dans le cadre de la consultation lancée par le CRE, le SIECF émet un avis favorable aux deux propositions faites par la CRE,

Néanmoins, le SIECF attire l'attention de la commission sur deux points à savoir :

- la nécessité de régler très rapidement la question de la prise en charge financière et du pilotage du remplacement des appareils non adaptables, cette mission pourrait être expressément confiée au gestionnaire de réseau en l'occurrence GRDF,
- la nécessité de prévoir des dispositions spécifiques (financières et techniques) d'adaptation des process pour les producteurs de gaz vert, en effet dans la présentation de la CRE, seuls les consommateurs sont évoqués.

Le SIECF rappelle qu'il a déjà attiré l'attention du Ministère de l'environnement syndical en date du 12 septembre 2016 afin que « les changements de technique et financière ».

Envoyé en préfecture le 26/10/2018
Reçu en préfecture le 29/10/2018
Affiché le 
ID : 059-200036895-20181025-B201821-DE

Adoption :

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus

La délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille dans les deux mois qui suivent sa publication.